

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1988-1989

13 AVRIL 1989

Proposition de loi portant des mesures d'interdiction en matière de publicité pour le tabac ainsi qu'en matière de vente et d'usage du tabac

(Déposée par MM. Blanpain et Van Hooland)

DEVELOPPEMENTS

Plus personne ne conteste les dangers de l'usage du tabac. cette consommation de tabac coûte à notre pays 35 vies humaines par jour. D'après M. Demedts, professeur à la faculté de médecine de la *Katholieke Universiteit Leuven*, quelque 2,5 millions de personnes meurent chaque année des suites de maladies causées par le tabac. Pour les Etats-Unis, cela représente 350 000 décès par tabagisme actif et environ 4 700 par tabagisme passif (sur une population totale d'environ 230 millions). Et les perspectives d'avenir sont sombres lorsque l'on constate que les jeunes commencent à fumer de plus en plus tôt.

I. Effets nocifs du tabagisme passif

La 39^e Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé à Genève (mai 1986) a dès lors adopté la résolution suivante: « Le tabagisme passif viole le droit à la santé des non-fumeurs, qu'il faut protéger contre cette forme nocive de pollution de l'environnement. »

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1988-1989

13 APRIL 1989

Voorstel van wet houdende verbodsmaatregelen inzake reclame voor alsmede verkoop en gebruik van tabak

(Ingediend door de heren Blanpain en Van Hooland)

TOELICHTING

De gevaren van het gebruik van tabak worden door niemand meer betwist. Per dag kost deze tabaksconsumptie 35 mensenlevens in ons land. Volgens de heer M. Demedts, professor aan de Katholieke Universiteit Leuven, faculteit geneeskunde, overlijden jaarlijks ongeveer 2,5 miljoen mensen ten gevolge van ziekten die veroorzaakt worden door roken. Voor de Verenigde Staten van Amerika betekent dit 350 000 overlijdens door actief roken en ongeveer 4 700 door passief roken (op een totale bevolking van ongeveer 230 miljoen). En de toekomst ziet er somber uit wanneer we moeten vaststellen dat men op steeds jongere leeftijd begint te roken.

I. Schadelijke gevolgen van passief roken

Op de 39^e Algemene Vergadering van de Wereldgezondheidsorganisatie te Genève (mei 1986) werd dan ook de volgende resolutie aangenomen: « Passief roken is een inbreuk op het recht op gezondheid van de niet-roker, die tegen deze schadelijke vorm van milieuvervuiling moet worden beschermd ».

C'est pourquoi le rapport du chirurgien général du US Department of Health and Human Services (c'est-à-dire le plus haut fonctionnaire du Ministère de la Santé publique) et diverses communications de la Sixième Conférence mondiale sur l'usage du tabac et la santé (Tokyo, novembre 1987) comportent, à juste titre, d'importantes conclusions relatives au tabagisme passif.

1. Le tabagisme passif peut provoquer le cancer du poumon et d'autres maladies chez les non-fumeurs en bonne santé et constitue le principal facteur de pollution de l'air à l'intérieur des bâtiments. Les non-fumeurs qui sont continuellement exposés à la fumée de cigarettes chez eux ou sur les lieux de travail ont dans le sang et les urines un taux de nicotine, de monoxyde de carbone, de cotinine et d'autres substances toxiques aussi élevé que ceux qui fument 2 ou 3 cigarettes par jour. Les conjoints de fumeurs courent 2 à 3 fois plus de risques d'être victimes d'un cancer du poumon. Une exposition intense de courte durée à la fumée de cigarettes est nocive pour la plupart des personnes en bonne santé (70 p.c. d'entre elles souffrent d'irritation de l'oeil, 30 p.c. de maux de tête et de gêne au niveau du nez et 25 p.c. de toux sèche). Les conséquences peuvent en être plus néfastes chez les personnes âgées et les malades, par exemple des accès de dyspnée chez les patients asthmatiques, de l'angine de poitrine chez les patients cardiaques, etc.

2. Chez les enfants de parents fumeurs on rencontre une fréquence accrue d'infections respiratoires et d'autres maladies respiratoires (à savoir 2 fois plus d'hospitalisations, surtout chez les enfants de moins de 2 ans), ainsi que des fonctions pulmonaires inférieures à la normale.

3. Le fœtus qui absorbe passivement par le sang de la nicotine, du monoxyde de carbone, etc., souffre d'une perturbation du développement, ce qui entraîne une augmentation de 20 p.c. des naissances prématurées, une diminution de 200 grammes du poids à la naissance et un risque accru de mortalité périnatale (un plus grand nombre de fausses couches, 30 p.c. de plus d'enfants mort-nés, un accroissement de 25 p.c. de la mortalité postnatale).

Il est inquiétant de constater que 25 p.c. des femmes enceintes fument. D'ailleurs, contrairement aux hommes, ont n'a constaté aucune tendance à la diminution dans le comportement des fumeuses belges ces 20 dernières années; en 1963, 70 p.c. des hommes et 23 p.c. des femmes fumaient journallement (soit une moyenne de 44 p.c. pour la population totale), et en 1987, 41 p.c. des hommes et 25 p.c. des femmes (soit une moyenne de 32 p.c.). D'ailleurs, aux Etats-Unis, le taux de mortalité des femmes à la suite d'un cancer du poumon est supérieur au taux de mortalité à la suite d'un cancer du sein.

Het rapport van de Surgeon General van het US Department of Health and Human Services (dit is de hoogste ambtenaar van het Ministerie van Volksgezondheid), en diverse mededelingen van de Zesde Wereldconferentie over «Smoking and Health» (Tokyo, november 1987) bevatten dan ook terecht belangrijke besluiten over het passief roken.

1. Passief roken is een oorzaak van longkanker en andere ziekten bij gezonde niet-rokers en is de voornaamste factor van luchtvervuiling binnenshuis. Niet-rokers die thuis of op het werk doorlopend blootgesteld zijn aan sigarettenrook, hebben een even hoog gehalte aan nicotine, koolmonoxyde, cotinine en andere giftige substanties in bloed en urine als rokers van 2-3 sigaretten per dag. Echtgenoten van rokers hebben een 2 à 3-voudige toename in longkankerrisico. Kortstondige intense blootstelling aan sigarettenrook is bij de meerderheid van de gezonden hinderlijk (oogirritatie bij 70 ten honderd, hoofdpijn en neuslast bij 30 ten honderd, prikkelhoest bij 25 ten honderd). Bejaarden en zieken kunnen evenwel meer ongunstige invloeden ondergaan, onder andere aanval van kortademigheid bij astmapatiënten, angor pectoris bij hartpatiënten enz.

2. Kinderen van ouders die roken, vertonen een verhoogde frequentie van respiratoire infecties en van andere ademhalingsziekten (met name 2 keer meer hospitalisaties vooral bij kinderen van minder dan 2 jaar), en hebben eveneens een subnormale longfunctie.

3. De fœtus die passief nicotine, rookmonoxide en dergelijke langs het bloed binnenkrijgt, heeft een gestoorde ontwikkeling, met 20 ten honderd meer vroeggeboorten, 200 gram afname in geboortegewicht en een groter risico van perinatale sterfte (meer miskramen, 30 ten honderd meer doodgeboren kinderen, 25 ten honderd meer postnatale mortaliteit).

Verontrustend is toch wel dat 25 ten honderd van de zwangere vrouwen roken. Trouwens bij de Belgische vrouwen werd, in tegenstelling met de mannen, de jongste 20 jaar geen afname in de rookgewoonten vastgesteld; in 1963 rookten dagelijks 70 ten honderd van de mannen en 23 ten honderd van de vrouwen (dit is een gemiddelde van 44 ten honderd voor de totale populatie), en in 1987 41 ten honderd van de mannen en 25 ten honderd van de vrouwen (dit is een gemiddelde van 32 ten honderd). In Amerika komt bij vrouwen de sterfte door longkanker trouwens frequenter voor dan de sterfte door borstkanker.

II. Effets nocifs du tabagisme actif

Les effets nuisibles à la santé du « tabagisme actif » sont connus: cancer du poumon, carcinomes des voies respiratoires, bronchite chronique, maladies cardiaques coronariennes et artériosclérose, essentiellement au niveau des artères des membres inférieurs. Dans le même ordre d'idées, on peut se demander si le tabagisme passif — l'inhalation involontaire de fumée — nuit à la santé de manière analogue.

Des études épidémiologiques ont été consacrées à cette question. Il est établi qu'à la suite du tabagisme passif, des réactions inflammatoires et des maladies des voies respiratoires peuvent apparaître chez les enfants (les enfants de fumeurs souffrent plus fréquemment de bronchites et d'infections pulmonaires que les enfants de non-fumeurs) et que chez les personnes souffrant d'allergies, d'asthme, d'angine de poitrine, ces maladies s'aggravent ou qu'après une amélioration, elles peuvent à nouveau entrer dans une phase aiguë.

Un certain nombre d'examens laissent supposer qu'un tabagisme passif chronique de plusieurs années entraîne des limitations des fonctions respiratoires et peut même aboutir à un accroissement du risque de cancer du poumon. Une étude effectuée au Japon a démontré que le risque de cancer du poumon chez les épouses exposées au tabagisme passif est d'autant plus élevé que leur mari fume beaucoup.

La preuve y a été faite que le risque de cancer du poumon chez les femmes consommatrices passives de tabac dont le mari fume plus de 20 cigarettes par jour est deux fois plus élevé que chez les épouses de non-fumeurs et qu'au contraire, il est deux fois moins élevé que chez les femmes qui fument activement. Chaque individu est confronté journellement aux effets du tabagisme passif sur les yeux et les voies respiratoires, sous la forme de picotements et de nuisances olfactives.

La qualité de la vie de ceux qui travaillent dans les ateliers ou le secteur horeca est fortement influencée par le tabagisme passif, les non-fumeurs subissant une incommodité sensiblement supérieure aux fumeurs. La majeure partie des travailleurs demandent au moins une séparation des ateliers en une section pour fumeurs et une section pour non-fumeurs; l'on revendique même de plus en plus une interdiction générale de fumer dans les ateliers. Nous avons constaté qu'une grande partie des fumeurs demandent également une interdiction de fumer de ce genre, probablement non par respect des non-fumeurs, mais dans leur propre intérêt, afin qu'ils consomment moins de tabac.

III. Le tabac et les jeunes

L'usage du tabac chez les jeunes présente des caractéristiques spécifiques et les actions pour le combattre demandent, elles aussi, une approche spécifique.

II. Schadelijke gevolgen van actief roken

De schade aan de gezondheid die ontstaat door « actief roken » is bekend: longkanker, carcinomen van de luchtwegen, chronische bronchitis, coronaire hartziekten en arteriosclerose, voornamelijk ter hoogte van de slagaders van de onderste ledematen. In samenhang met deze gegevens rijst de vraag of op analoge wijze ook het passief roken — het ongewild inademen van rook — de gezondheid schaadt.

Hierover zijn epidemiologische onderzoeken verricht. Het staat vast dat ingevolge passief roken bij kinderen ontstekingsreacties en ziekten van de ademhalingswegen kunnen ontstaan (kinderen van ouders die roken hebben frequenter bronchitis en longaandoeningen dan kinderen van niet-rokende ouders) en dat bij zieke personen met allergieën, astma, angina pectoris, deze ziekten verergeren of dat na verbetering terug de acute fase van die ziekte kan ontstaan.

Een aantal onderzoeken doen vermoeden dat jarenlang chronisch passief roken beperkingen van de ademhalingsfuncties meebrengt en zelfs kan leiden tot een verhoogd risico op longkanker. Een Japanse studie heeft aangetoond dat het risico op longkanker bij passief rokende vrouwelijke echtgenoten des te groter is naarmate de man meer rookt.

Hierbij werd aangetoond dat het risico op longkanker bij « meerokende » vrouwen van wie de echtgenoot meer dan 20 sigaretten per dag rookt, dubbel zo groot is als bij vrouwen met niet-rokende echtgenoten, en daarentegen half zo groot is in vergelijking met actief rokende vrouwen. Dagelijks wordt iedereen geconfronteerd met de uitwerkingen van het passief roken op de ogen en de ademhalingswegen in de vorm van prikkelingen en reukhinder.

Het zich goed voelen van mensen in de werkplaatsen of horecabedrijven wordt sterk beïnvloed door het passief roken, waarbij niet-rokers significant een grotere belasting ondergaan dan rokers. Een meerderheid van de werknemers vraagt minstens een scheiding van de werkplaatsen in een afdeling voor rokers en een voor niet-rokers; zelfs meer en meer wordt een algemeen rookverbod in de werkplaatsen geëist. Onze bevindingen zijn dat een groot deel van de rokers eveneens een dergelijk rookverbod vraagt, waarschijnlijk niet uit eerbied voor de niet-rokers, maar tot eigen voordeel, met name minder te roken.

III. Roken en jongeren

Roken bij de jongeren heeft specifieke eigen kenmerken en ook de acties ertegen vragen een specifieke aanpak.

En premier lieu, de nombreuses études effectuées ces dix dernières années ont abouti à la constatation déconcertante que les jeunes commencent à fumer très tôt. C'est surtout le groupe des jeunes de 10 à 13 ans qui est confronté au problème du tabac; ils sont mal armés pour y faire face en raison de leur instabilité émotionnelle et physiologique et des changements socio-éducatifs qui caractérisent cet âge (notamment le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire). Ces dix dernières années, certaines études ont révélé que dans certains établissements scolaires, il y avait jusqu'à 75 p.c. des jeunes de 13 à 15 ans qui fumaient quotidiennement ou occasionnellement et que certains présentaient déjà un asservissement physiologique au tabac.

En outre, les effets nocifs ultérieurs (tel le cancer du poumon) sont d'autant plus fréquents que l'on a commencé à fumer plus tôt.

Pour le reste, les mesures prises à l'égard du tabac se situent à un autre niveau que chez les adultes. La prévention primaire (c'est-à-dire empêcher les jeunes de commencer à fumer) revêt pour eux une importance primordiale, de même que les déshabituier de fumer en présence des personnes en bonne santé et des malades.

Enfin, il faut également utiliser d'autres arguments contre le tabac: la santé ne constitue la préoccupation première que pour une minorité de jeunes (à savoir 23 p.c. des jeunes de 15 à 19 ans, contre 49 p.c. des personnes âgées de 35 à 44 ans et 66 p.c. des personnes âgées de 65 ans ou plus). De bonnes relations avec les amis, la vitalité et l'insertion dans le monde des adultes sont bien souvent primordiales, surtout pour les jeunes de 15 à 19 ans. L'industrie du tabac l'a bien compris: la publicité présente les aspects de la vie que la jeunesse trouve attrayants: l'aventure, le succès, l'amitié, le sport, etc.

En 1977, 60 p.c. des recrues de l'armée belge fumaient; elles étaient encore 50 p.c. en 1980. En 1984, 28 p.c. des jeunes de 12 à 15 ans fumaient dans le sud de notre pays. Selon une enquête du C.I.M. (Centre d'information sur les médias), 16 p.c. des garçons et 10 p.c. des filles âgées de 15 à 17 ans fument; parmi les jeunes de 18 à 20 ans, on compte 40 p.c. de fumeurs et 27 p.c. de fumeuses; ce chiffre passe respectivement à 47 p.c. et à 40 p.c. pour la tranche d'âge de 21 à 24 ans.

En résumé, comme l'a établi l'Assemblée mondiale de la santé (1986), la lutte contre le tabac pour protéger la santé de la population est plus que souhaitable. Le 16 mai 1986, la 39^e Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé a adopté une «résolution» intitulée «Tabac ou Santé». La Belgique l'a défendue et approuvée.

Cette résolution doit à présent se traduire concrètement.

Vooreerst hebben vele studies tijdens de voorbije 10 jaar als onthutsend resultaat de zeer jeugdige beginleeftijd van roken aangetoond. Vooral de groep van 10 tot 13-jarigen wordt geconfronteerd met het roken, en is slecht gewapend hiertegen wegens hun emotioneel-fysiologische instabiliteit en de sociaal-educatieve veranderingen die kenschetsend zijn voor die leeftijd (onder andere overgang van primair naar secundair onderwijs). Sommige studies hebben de voorbije tien jaar aangetoond dat tot 75 pct. van de 13- tot 15-jarigen in bepaalde schoolinrichtingen dagelijkse of occasionele rokers waren en dat sommigen reeds een fysiologische verslaving aan het roken vertoonden.

Daarenboven treden de laattijdige schadelijke gevolgen (zoals longkanker) frequenter op naarmate men vroegtijdiger begint met roken.

Verder situeren de maatregelen tegen het roken zich op een ander vlak dan bij de volwassenen. De primaire preventie (dit is voorkomen dat de jongeren beginnen te roken) is van primordiaal belang, alsmede het afleren van roken bij gezonde, respectievelijk zieke personen).

Ten slotte dient ook de argumentatie tegen het roken anders te zijn: slechts bij een minderheid van de jongeren is gezondheid de eerste bekommernis (met name 23 pct. van de 15- tot 19-jarigen, tegenover 49 pct. van de 35- tot 44-jarigen en 66 pct. van de 65-jarigen en ouder). Een goede relatie met vrienden, vitaliteit en opname in de wereld van de volwassenen is veelal primordiaal vooral voor de 15- tot 19-jarigen. De tabaksindustrie heeft dit goed begrepen: de reclame toont die aspecten van het leven die de jeugd aantrekkelijk vindt: avontuur, succes, vriendschap, sport enz.

Onder de rekruten in het Belgisch leger rookten 60 pct. in 1977 en nog 50 pct. in 1980. In 1984 rookten 28 pct. van de 12- tot 15-jarigen in het zuidelijk deel van België. Volgens een enquête van C.I.M. (Centrum voor Informatie over de Media), roken onder de 15- tot 17-jarigen, 16 pct. van de jongens en 10 pct. van de meisjes, onder de 18- tot 20-jarigen 40 pct. van de jongens en 27 pct. van de meisjes, en onder de 21- tot 24-jarigen 47 pct. van de jongens en 40 pct. van de meisjes.

Kortom, zoals op de *World Health Assembly* (1986) werd gesteld, is de strijd tegen tabak ter bescherming van de volksgezondheid meer dan gewenst. Op 16 mei 1986 nam de 39^e Algemene Vergadering van de Wereldgezondheidsorganisatie een «resolutie» aan over «Roken of Gezondheid». België verdedigde de resolutie en keurde ze goed.

Deze resolutie dient in de praktijk te worden omgezet.

Le pouvoir central s'est déjà engagé dans la lutte contre le tabagisme, mais pas encore, il est vrai, d'une manière suffisamment efficace. Toutefois, la politique et l'éducation en matière de santé relèvent du pouvoir décentral en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Il nous semble évident que la lutte contre le tabac doit avant tout tendre, par tous les moyens possibles (affiches, radio et télévision, cours d'éducation à la santé, etc.) à informer le plus complètement possible le citoyen des dangers du tabac, ainsi qu'à organiser une protection efficace des non-fumeurs en instaurant une interdiction de fumer dans les locaux à usage collectif. Cette stratégie est suivie depuis des années notamment en Suède et elle y a déjà enregistré d'importants résultats.

Le législateur doit participer à cette action, parce que la protection et la promotion de la santé de la population, et des jeunes en particulier, constituent une mission impérative, à laquelle les responsables politiques ne peuvent se dérober.

IV. Les mesures sont insuffisantes

Il est indubitable que l'on a déjà enregistré de nombreuses mesures et des initiatives dans la bonne voie, comme l'arrêté royal du 31 mars 1987 portant interdiction de fumer dans certains lieux publics, l'arrêté royal du 28 décembre 1979 relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce de tabac, de produits à base de tabac et de produits similaires, modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1981 et 20 décembre 1982 (l'interdiction de placer des appareils automatiques de distribution de cigarettes, sauf aux endroits où des produits à base de tabac sont normalement vendus, la mention « Le tabac nuit à la santé » à partir du 1^{er} janvier 1982 pour tous les produits à base de tabac, la mention du taux de goudron et de nicotine), l'arrêté royal du 20 décembre 1982 modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 1979 relatif à la fabrication et à la mise dans le commerce de tabac, de produits à usage de tabac et de produits similaires (précédemment l'arrêté royal du 5 mars 1980), modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1980 et 21 janvier 1982).

Ces mesures se sont avérées insuffisantes.

La publicité pour le tabac continue sans désespérer, fût-ce de manière indirecte, par le biais d'un nom, d'un briquet, de certaines couleurs, d'animaux, de cow-boys, etc. Cette publicité fait surtout impression sur les jeunes, qui aiment s'associer à ce qui est fort, beau, agréable, au groupe, etc. On retrouve les mêmes photos autour des thèmes et des images traditionnels de la publicité pour le tabac. Les cow-boys réapparaissent dans une publicité pour un briquet. La plupart des gens, surtout les jeunes, ne remarquent même

De centrale overheid heeft zich reeds geëngageerd in de strijd tegen het tabagisme maar weliswaar nog niet voldoende efficiënt. Het gezondheidsbeleid en de gezondheidsopvoeding ressorteren evenwel onder de decreetgever ingevolge de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het lijkt ons duidelijk dat de strijd tegen de tabak vooral een zo volledig mogelijke informatie van de burger over de gevaren van het roken met alle mogelijke middelen moet beogen (affiches, radio en televisie, lessen gezondheidsopvoeding, enz.) en eveneens een afdoende bescherming van de niet-rokers moet organiseren door een rookverbod in te stellen in lokalen voor gemeenschappelijk gebruik. Deze strategie wordt reeds jaren gevolgd onder meer in Zweden en heeft daar reeds belangrijke resultaten geboekt.

De wetgever moet aan deze actie deelnemen omdat het beschermen en bevorderen van de gezondheid van de bevolking en van de jongeren in het bijzonder, een dwingende opdracht is waaraan politieke verantwoordelijken zich niet kunnen of mogen onttrekken.

IV. Maatregelen zijn onvoldoende

Ongetwijfeld zijn er reeds talrijke maatregelen genomen en stappen in de goede richting gezet, zoals het koninklijk besluit van 31 maart 1987 tot het verbieden van het roken in bepaalde openbare plaatsen, het koninklijk besluit van 28 december 1979 betreffende het fabriceren en het in de handel brengen van tabak, produkten op basis van tabak en soortgelijke produkten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1981 en 20 december 1982 (het verbod sigaretten-automaten te plaatsen behalve daar waar tabaksprodukten op normale wijze worden verkocht, de vermelding « Tabak schaadt de gezondheid » vanaf 1 januari 1982 op alle produkten op basis van tabak, de mededeling van het gehalte aan teer en nicotine), het koninklijk besluit van 20 december 1982 betreffende de reclame voor tabak, produkten op basis van tabak en soortgelijke produkten (voorheen het koninklijk besluit van 5 maart 1980, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1980 en 21 januari 1982).

Deze maatregelen zijn onvoldoende gebleken.

Tabaksreclame gaat onverminderd door, zij het op onrechtstreekse wijze, door vermelding van een naam, een aansteker, bepaalde kleuren, dieren, cowboys, enz. Die reclame maakt vooral indruk op jongeren, die zich willen associëren met sterk, mooi, aangenaam, de groep enz. Dezelfde foto's van aloude tabaksreclamethema's en sfeerbeelden worden gebruikt. De cowboys verschijnen terug in aanstekerreclame. De meeste mensen, vooral de jeugd, merken het subtiële verschil niet op. Ook de sponso-

pas cette différence subtile. Le parrainage de manifestations culturelles et sportives, en utilisant par exemple le nom de la marque, est également devenu monnaie courante. Depuis 1984, les entreprises de tabac ont consacré plus d'un milliard de francs à la publicité pour briquets, allumettes et autres, en plus du 1,5 milliard de francs consacré aux campagnes publicitaires portant explicitement sur des cigarettes, cigares, etc. En 1988, un milliard de francs belges ont été consacrés à la réalisation de la publicité (illégal).

Il convient de mettre un frein à cette publicité qui, comme nous l'avons déjà souligné, impressionne surtout les jeunes. « Ce que l'on apprend au berceau dure jusqu'au tombeau » et il est vrai que l'habitude de fumer s'acquiert surtout durant les jeunes années.

Un nouveau danger réside dans le tabac sans fumée, à chiquer ou à priser; l'on trouve également des cigarettes sans fumée sur le marché. Pour l'Organisation mondiale de la santé, aucune forme de tabac n'est inoffensive (le tabac à chiquer est notamment l'une des causes du cancer de la bouche), et les résolutions du Congrès mondial préconisent l'interdiction totale de toute publicité pour le tabac sans fumée.

Fumer sur les lieux de travail n'a pas toujours fait l'objet d'une réglementation. Bien que l'article 55 du Règlement général pour la protection du travail dispose que l'ambiance des locaux de travail ne peut être troublée par la présence d'air confiné ou vicié, le médecin du travail ne peut, en se basant sur ce règlement, imposer une interdiction de fumer, même si la ventilation existante ne suffit pas à évacuer la fumée de tabac produite par le personnel présent. Il n'existe pas non plus de réglementation assurant une protection minimale aux fumeurs passifs dans les locaux où l'on prend les repas.

V. Nouvelles mesures

Si l'on veut protéger la population de manière efficace contre les dangers du tabac, les mesures suivantes s'imposent.

1. *Annonces publicitaires ou autres formes de publicité*

1.1. Publicité pour le tabac

Interdiction totale de toute forme de publicité visant à encourager l'usage du tabac, à fumer, à chiquer ou à priser.

Cette interdiction porte sur toute annonce ou autre forme de publicité, y compris le sponsoring et l'utilisation du nom d'une marque de tabac, que ce soit directement ou indirectement, ou plutôt par voie de suggestion, par exemple en évoquant des produits, personnes ou services connexes.

ring van culturele en sportieve manifestaties, onder meer door het gebruik van de merknaam, is schering en inslag. Sinds 1984 hebben tabaksfirma's reeds meer dan één miljard frank besteed aan reclame voor aanstekers, lucifers en dergelijke, bovenop de 1,5 miljard frank die besteed wordt een reclamecampagnes waarin sigaretten, sigaren, enz... echt aan bod komen. In 1988 werd voor één miljard Belgische frank (onwettige) reclame gevoerd.

Aan die reclame, die zoals gezegd vooral indruk maakt op jongeren, dient paal en perk gesteld te worden. Jong geleerd is oud gedaan en de rookgewoonten worden vooral op jeugdige leeftijd aangenomen.

Een nieuw gevaar schuilt in de rookloze tabak, het pruimen en snuiven; ook wordt een rookloze sigaret voorgesteld. Voor de Wereldgezondheidsorganisatie bestaan er geen gevaarloze tabaksprodukten (het pruimen van tabak veroorzaakt b.v. mondkanker), en in de resoluties van het Wereldcongres wordt gepleit voor een volledig verbod van reclame voor rookloze tabaksprodukten.

Het roken op de werkplaats is nog steeds niet geregeld. Alhoewel artikel 55 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (A.R.A.B.) stelt dat het arbeidsklimaat niet verstoord mag worden door aanwezigheid van bevuilde of bedorven lucht, kan de arbeidsgeneesheer op basis van het A.R.A.B. geen rookverbod opleggen, zelfs wanneer er onvoldoende verluchting is om de tabaksrook van aanwezige personeelsleden af te voeren. Ook voor eetgelegenheden is er nog geen regeling die de passieve roker minimaal beschermt.

V. Nieuwe maatregelen

Om de bevolking doelmatig tegen het gevaar van tabak te beschermen dringen de volgende maatregelen zich op.

1. *Advertentie of reclame*

1.1. Tabaksreclame

Volledig verbod van advertentie of reclame ter bevordering van het gebruik van tabak, zowel het roken, pruimen als snuiven.

Het gaat om elke advertentie of reclame, inbegrepen sponsoring en het gebruik van de merknaam van een tabaksprodukt, zowel rechtstreeks of onrechtstreeks, als bij wijze van suggestie, onder meer door de verwijzing naar aanverwante produkten, personen of diensten.

1.2. Campagne d'information anti-tabac

A l'école, les jeunes devraient recevoir une information annuelle sur les effets nocifs de la consommation de tabac.

Il faudrait que cette campagne insiste sur le point de ne pas fumer en présence de mineurs ou de malades, et de ne pas offrir de tabac à l'occasion de réceptions.

2. Distribution du tabac

2.1. Interdiction de vendre du tabac aux mineurs âgés de moins de 18 ans.

2.2. Interdiction de vendre du tabac dans les établissements où sont également vendues des denrées alimentaires.

2.3. Interdiction de distribuer gratuitement du tabac, de vendre du tabac hors taxe, même aux militaires effectuant leur service en Allemagne occidentale.

3. Protection des non-fumeurs

3.1. Sur les lieux du travail

Interdiction de fumer dans les locaux que partagent plusieurs personnes. Notre proposition prévoit la possibilité de désigner des locaux dans lesquels on pourra fumer.

3.2. Dans les locaux où sont pris les repas

Dans les cantines, un espace sera réservé aux non-fumeurs.

4. Maintien

Il convient de prévoir les sanctions nécessaires en vue d'assurer le maintien des dispositions prohibitives, le cas échéant par le biais d'une mesure légale.

VI. Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cet article définit les différentes notions utilisées, à commencer par les employeurs et travailleurs, au sens large du terme, ainsi que les agents statutaires et les travailleurs indépendants. Notre proposition vise donc aussi bien le secteur privé que le secteur public.

1.2. Anti-tabakvoorlichting

Jongeren zouden jaarlijks op school dienen ingelicht te worden over de schadelijke gevolgen van het roken.

De campagne zou er de nadruk dienen op te leggen zeker niet te roken in aanwezigheid van minderjarigen en zieken, en geen rookgerief aan te bieden ter gelegenheid van ontvangsten.

2. Distributie van tabak

2.1. Verbod tabaksprodukten te verkopen aan minderjarigen, die geen achttien jaar oud zijn.

2.2. Verbod tabaksprodukten te verkopen in instellingen waar voedingswaren worden verkocht.

2.3. Verbod tabaksprodukten gratis ter beschikking te stellen, belastingvrij te verkopen, ook niet aan dienstplichtigen in West-Duitsland.

3. Bescherming van de niet-rokers

3.1. Op het werk

Verbod op de werkplaats te roken wanneer verscheidene personen samen presteren in hetzelfde lokaal. In de mogelijkheid wordt voorzien lokalen aan te duiden waar kan worden gerookt.

3.2. In eetgelegenheden

In gezamenlijke eetplaatsen dient een rookvrije ruimte aangeduid te worden.

4. Handhaving

In gepaste sancties dient te worden voorzien om de handhaving van de verbodsbepalingen via een eventuele wettelijke maatregel te verzekeren.

VI. Toelichting bij de artikelen

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen verdere uitleg.

Artikel 2

Dit artikel omschrijft de gebruikte begrippen: de werkgevers en werknemers, in de ruime zin van het woord, alsmede de ambtenaren, die in statutair verband werken, en de zelfstandigen. Het gaat dus zowel om de privé-sector als om de publieke sector.

Les autres notions ont, pour des raisons évidentes, été empruntées à l'arrêté royal du 31 mars 1987 portant interdiction de fumer dans certains lieux publics.

Articles 3 à 12

Ces articles énoncent les principes qui régissent l'usage du tabac, à savoir :

1. Toute publicité ou annonce encourageant l'usage du tabac est interdite (article 3). Cette interdiction touche tant la publicité directe ou indirecte que la publicité par voie de suggestion, l'utilisation d'un nom, d'un briquet, de certaines couleurs, d'animaux, de cow-boys, etc.

Cette publicité impressionne surtout les jeunes, qui aiment s'associer à ce qui est fort, beau, agréable, au groupe, etc. Le sponsoring de toutes sortes de manifestations en vue de promouvoir l'usage du tabac est également interdit. Il en est de même pour l'utilisation du nom d'une marque de tabac dans le cadre de la promotion de quelque autre produit que ce soit;

2. L'un des gros problèmes réside dans le nombre trop élevé de points de vente de tabac en Belgique, à savoir 50 000 :

- 5 000 magasins spécialisés et semi-spécialisés (tels que les marchands de journaux);
- 15 000 magasins d'alimentation;
- 30 000 auberges, restaurants, hôtels et stations-service.

En excluant de cette liste les magasins d'alimentation, nous espérons fermer l'un des canaux de distribution de tabac vers la jeunesse (article 4, § 1^{er});

3. L'interdiction — pour des raisons évidentes — de distribuer gratuitement du tabac ou de vendre du tabac hors taxe, interdiction qui devrait également s'appliquer à nos miliciens. L'objet de cette disposition est d'empêcher qu'une accoutumance ne s'installe (article 4, § 3);

4. La protection des mineurs de moins de 18 ans. Il ne pourra leur être vendu de tabac (article 4, § 2);

5. La protection des non-fumeurs sur les lieux du travail. Maintien du principe du droit à l'air sain. C'est pourquoi il sera interdit de fumer dans les locaux que partagent plusieurs personnes (article 5).

Bien entendu, cette interdiction ne s'applique pas à une personne travaillant seule dans un local. Notre proposition prévoit également la possibilité de dési-

De andere begrippen zijn, om evidente redenen, overgenomen uit het koninklijk besluit van 31 maart 1987 tot het verbieden van het roken in bepaalde openbare plaatsen.

Artikelen 3 tot 12

Deze artikelen bevatten de beginselen inzake het gebruik van tabak. Deze beginselen zijn :

1. Reclame of advertentie tot bevordering van het gebruik van tabak is verboden (artikel 3). Het gaat daarbij zowel om rechtstreekse als onrechtstreekse reclame, als bij wijze van suggestie, door vermelding van een naam, een aansteker, bepaalde kleuren, dieren, cowboys, enz.

Die reclame maakt vooral indruk op jongeren, die zich willen associëren met sterk, mooi, aangenaam, de groep enz. Sponsoring van allerlei manifestaties, met het oog op het bevorderen van tabaksgebruik is evenzeer verboden. Hetzelfde geldt voor het gebruik van de merknaam van tabaksprodukten die voor het promoten van welkdanige andere produkten ook zou worden gebruikt;

2. Een probleem blijft dat er te veel verkoopplaatsen van tabaksprodukten in België zijn, met name 50 000 :

- 5 000 gespecialiseerde en half-gespecialiseerde winkels (bv. dagbladverkoopers);
- 15 000 voedingswinkels;
- 30 000 herbergen, restaurants, hotels en benzinestations.

Het uitsluiten van voedingswinkels wordt voorgesteld om een van de distributiekanaalen naar de jeugd toe, te dichtten (artikel 4, § 1);

3. Verbod — om evidente redenen — rookgerief gratis uit te delen of taksvrij te verkopen, ook voor onze miliciens. De bedoeling is de verslaving te voorkomen (artikel 4, § 3);

4. Bescherming van minderjarigen, minder dan 18. Aan hen mogen geen tabaksprodukten worden verkocht (artikel 4, § 2);

5. Bescherming van niet-rokers op het werk. Handhaving van het beginsel van het recht op gezonde lucht. Vandaar dat het verboden wordt op de werkplaats te roken, wanneer verscheidene personen samen presteren in hetzelfde lokaal (artikel 5).

Vanzelfsprekend valt iemand die alleen in een lokaal presteert, niet onder het verbod. Ook wordt er in de mogelijkheid voorzien lokalen aan te duiden

gner des locaux dans lesquels on pourra fumer. L'existence de tels locaux devra être signalée dans le règlement de travail et être affichée à un endroit bien visible. Le tout fera l'objet d'un rapport au Service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

L'article 6 désigne les catégories de personnes auxquelles la loi ne s'applique pas. Il s'agit des personnes occupées dans une habitation privée ou dans une entreprise familiale (travailleurs à domicile et domestiques).

La protection des non-fumeurs dans les cantines, la protection des jeunes (interdiction de fumer à l'école, dans les locaux destinés aux loisirs et dans les maisons de vacances) et la protection des malades font l'objet des articles 7 à 10.

L'article 11 dispose que, pour des raisons évidentes, l'on ne pourra fumer dans les endroits où sont préparées, conservées et vendues des denrées alimentaires.

Dans les lieux où il est interdit de fumer sera apposé, de manière bien visible, un signal d'interdiction de fumer (article 12).

Articles 13 à 15

Ces articles comportent des dispositions relatives à l'information et à l'établissement de rapports.

Articles 16 à 23

Ces articles comportent les dispositions de contrôle et les dispositions pénales habituelles.

Article 24

Cet article prévoit une période d'adaptation en ce qui concerne certains articles de la loi.

Annexe

Pour terminer, la proposition de loi comporte en annexe une représentation du signal d'interdiction de fumer.

*
* *

waar mag worden gerookt. Dit dient in het arbeidsreglement opgenomen en op een zichtbare plaats aangeduid. Over een en ander dient verslag uitgebracht te worden door de Dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen.

Artikel 6 geeft aan op welke personen de wet niet van toepassing is. Het betreft hier personen die werkzaam zijn in een privé-woning of in een familiale onderneming (huisarbeiders en dienstboden).

Bescherming van niet-rokers in gemeenschappelijke eetplaatsen, van jongeren (verbod van roken op school, in lokalen voor vrijetijdsbesteding en vakantiehuisen) en van zieken is het voorwerp van artikelen 7 tot en met 10.

Artikel 11 bepaalt dat er om evidente redenen niet mag worden gerookt in plaatsen waar etenswaren worden bereid, bewaard en verkocht.

In plaatsen waar niet mag worden gerookt, wordt op duidelijk zichtbare wijze een rookverbodsteken aangeplakt (artikel 12).

Artikelen 13 tot 15

Deze bevatten bepalingen in verband met voorlichting en verslaggeving.

Artikelen 16 tot 23

Deze artikelen bevatten de normale toezichts- en strafbepalingen.

Artikel 24

Dit artikel voorziet in een inwerkingsperiode voor bepaalde artikelen van de wet.

Bijlage

Tot slot bevat het voorstel van wet een bijlage met de afbeelding van het rookverbodsteken.

R. BLANPAIN.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{er}****Champ d'application****Article 1^{er}**

La présente loi règle l'interdiction, la vente et l'usage du tabac.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1. travailleurs: les personnes qui, en vertu d'un contrat de louage de travail ou d'un statut, fournissent des prestations de travail ainsi que les personnes qui, sans être liées par un contrat de louage de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, en ce compris les apprentis et les apprenties;

2. employeurs: les personnes qui occupent les travailleurs visés au point 1;

3. travailleurs indépendants: les personnes qui exercent une activité professionnelle sans être liées par un contrat de louage de travail ou par un statut et en dehors de toute forme de subordination;

4. local: tout lieu délimité par des cloisons et pourvu d'un plafond;

5. fumer: le fait de fumer du tabac, des produits à base de tabac ou des produits similaires;

6. signal d'interdiction de fumer: le symbole reproduit en annexe.

CHAPITRE II**De l'interdiction de publicité et de l'interdiction de fumer****Art. 3**

Toute propagande ou publicité incitant à fumer, à mâcher ou à priser du tabac est interdite, en ce compris le parrainage commercial et l'utilisation du nom de marque d'un produit à base de tabac. On entend par là l'interdiction de toute forme de propagande ou de publicité directe ou indirecte ou encore sous forme de suggestion, notamment par référence à des produits, des personnes ou des services en relation avec le tabac.

VOORSTEL VAN WET**HOOFDSTUK I****Toepassingsgebied****Artikel 1**

Deze wet regelt het verbod, de verkoop en het gebruik van tabak.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1. werknemers: de personen die krachtens een arbeidsovereenkomst of een statuut arbeid verrichten, en de personen die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst arbeid verrichten onder het gezag van een andere persoon, met inbegrip van leerjongens en leermeisjes;

2. werkgevers: de personen die de in punt 1 bedoelde werknemers tewerkstellen;

3. zelfstandigen: de personen die een beroepsactiviteit uitoefenen buiten het verband van een arbeidsovereenkomst of een statuut en buiten elke vorm van ondergeschiktheid;

4. lokaal: de plaats die door wanden is afgezonderd van de omgeving en voorzien is van een zoldering;

5. roken: het roken van tabak, produkten op basis van tabak of soortgelijke produkten;

6. rookverbodsteken: het in de bijlage opgenomen symbool.

HOOFDSTUK II**Verbod van publiciteit en rookverbod****Art. 3**

Advertentie of reclame, inbegrepen sponsoring en het gebruik van de merknaam van een tabaksprodukt, voor zowel het roken, het pruimen als het snuiven van tabak, zijn verboden. Bedoeld wordt: elke vorm van advertentie of reclame, zowel rechtstreeks of onrechtstreeks, als bij wijze van suggestie onder meer door te verwijzen naar aanverwante produkten, personen of diensten, is verboden.

Art. 4

§ 1^{er}. La vente de produits à base de tabac est interdite dans les établissements où des denrées alimentaires sont proposées à la vente.

§ 2. La vente de produits à base de tabac est interdite aux mineurs de moins de 18 ans.

§ 3. Il est interdit de proposer gratuitement à la consommation ou de vendre hors taxes des produits à base de tabac, y compris aux miliciens stationnés en Allemagne occidentale.

Art. 5

§ 1^{er}. Il est interdit de fumer dans les établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux de travail où se trouvent des travailleurs, des employeurs ou des travailleurs indépendants en vue d'effectuer des prestations de travail.

Cette interdiction s'applique également aux halls, couloirs, escaliers, ascenseurs, salles d'attente, toilettes et salles de réunion.

§ 2. Les comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail peuvent désigner un ou plusieurs locaux dans lesquels, sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, il est permis de fumer. Dans les lieux de travail où il n'y a pas de comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, les locaux où il est permis de fumer peuvent être désignés en concertation avec les représentants du personnel intéressé.

§ 3. L'avis indiquant le lieu où il est permis de fumer, est affiché à un endroit apparent et accessible.

§ 4. L'article 6 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail est complété par un 16^o libellé comme suit : « 16^o les lieux où il est permis de fumer ».

§ 5. Le rapport annuel sur l'activité du Service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, visé à l'article 835bis du Règlement général pour la protection du travail, indique dans quels locaux il est permis de fumer et dans quelle mesure les dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi ont été respectées.

Art. 6

Les dispositions de l'article 5, § 1^{er}, ne s'appliquent pas :

1. Aux travailleurs liés par un contrat de travail à domicile;

Art. 4

§ 1. De verkoop van tabaksprodukten is verboden in instellingen waar voedingswaren worden verkocht.

§ 2. Tabaksprodukten mogen niet worden verkocht aan de minderjarige die geen achttien jaar oud is.

§ 3. Tabaksprodukten mogen niet gratis ter beschikking worden gesteld, noch taksvrij worden verkocht, ook niet aan dienstplichtigen in West-Duitsland.

Art. 5

§ 1. In alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen of andere werkplaatsen waar werknemers, werkgevers of zelfstandigen aanwezig zijn met het oog op het verrichten van arbeid, is het verboden te roken.

Dit geldt ook voor hallen, gangen, trappen, liften, wachtkamers, toiletten en vergaderzalen.

§ 2. De comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen kunnen een of meer lokalen aanwijzen waar, zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van § 1, het roken toegelaten is. In de werkplaatsen waar geen comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen bestaat, kunnen de rookplaatsen worden aangewezen in overeenstemming met de vertegenwoordigers van het betrokken personeel.

§ 3. Het bericht met opgave van de plaats waar mag worden gerookt, wordt aangeplakt op een zichtbare en toegankelijke plaats.

§ 4. Artikel 6 van de wet van 8 april 1965 tot instelling en van de arbeidsreglementen wordt aangevuld met een 16^o luidende : « 16^o de plaatsen waar mag worden gerookt ».

§ 5. In het jaarverslag over de activiteit van de Dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, zoals bedoeld in artikel 835bis van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, wordt aangegeven in welke lokalen het roken toegelaten is, en in welke mate de bepalingen van artikelen 4 en 5 van deze wet worden nageleefd.

Art. 6

De bepalingen van artikel 5, § 1 gelden niet voor :

1. Werknemers die zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst voor huisarbeiders;

2. Aux travailleurs liés par un contrat de travail domestique;

3. Aux personnes occupées dans une entreprise familiale dans laquelle ne travaillent habituellement que des parents, alliés ou enfants adoptifs, sous l'autorité exclusive du père, de la mère ou du tuteur.

Art. 7

Dans les lieux où les repas se prennent en commun, tels les réfectoires et les restaurants, la moitié au moins des places assises est réservée aux non-fumeurs. Ces places sont indiquées de manière apparente.

Art. 8

Dans tous les établissements d'enseignement, il est interdit de fumer dans les locaux de classe ainsi que dans les locaux fréquentés par les élèves, durant le temps où ceux-ci y sont présents.

Art. 9

Il est interdit de fumer :

1. Dans les locaux destinés aux activités de loisirs des jeunes de moins de 16 ans;
2. Dans les maisons de vacances accueillant des jeunes de moins de 16 ans.

Art. 10

Dans les hôpitaux, homes de soins et tous autres établissements de santé, privés comme publics, il est interdit de fumer dans les lieux affectés à l'accueil, au traitement et à l'hébergement des patients.

Art. 11

Il est interdit de fumer dans les lieux où des denrées alimentaires sont conservées, entreposées, préparées et vendues.

Art. 12

Dans tous les lieux où il est interdit de fumer, le signal d'interdiction de fumer est apposé de façon apparente.

2. Werknemers die zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst voor dienstboden;

3. De personen die werkzaam zijn in een familieonderneming waar gewoonlijk alleen bloedverwanten, aanverwanten of pleegkinderen arbeid verrichten, onder het uitsluitend gezag van de vader, de moeder of de voogd.

Art. 7

In plaatsen waar gezamenlijk wordt gegeten, zoals eetzalen en restaurants, wordt ten minste de helft van de zitplaatsen voorbehouden aan niet-rokers. Deze plaatsen worden dan op een zichtbare wijze aangegeleid.

Art. 8

In alle schoolinrichtingen is het verboden te roken in de klaslokalen en in de plaatsen die door de leerlingen bezocht worden gedurende de tijd dat zij aanwezig zijn.

Art. 9

Er is rookverbod in :

1. Lokalen die bestemd zijn voor vrijetijdsbesteding van jongeren beneden 16 jaar;
2. Vakantiehuisen voor jongeren van minder dan 16 jaar.

Art. 10

In ziekenhuizen, verzorgingstehuizen en in alle andere gezondheidsinstellingen, zowel particuliere als openbare, is het verboden te roken in de plaatsen die bestemd zijn voor onthaal, verzorging en opvang van patiënten.

Art. 11

Het is verboden te roken in plaatsen waar eetwaren worden bewaard, opgeslagen, klaargemaakt en verkocht.

Art. 12

Op alle plaatsen waar niet mag worden gerookt, wordt op duidelijk zichtbare wijze het rookverbodsteken aangeplakt.

CHAPITRE III

De l'information et du rapport

Art. 13

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions prend des mesures afin que les jeunes jusqu'à 18 ans soient au moins une fois par an informés des effets nocifs du tabac.

Art. 14

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions organise, en collaboration avec la R.T.B.F. et la B.R.T., une journée annuelle d'information sur les effets nocifs du tabac.

Art. 15

Tous les deux ans, les Ministres visés aux articles 13 et 14 font rapport par écrit au Parlement, chacun en ce qui concerne sa compétence, sur la manière dont les dispositions de la présente loi sont respectées.

CHAPITRE IV

De la surveillance

Art. 16

Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cet effet surveillent l'exécution de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Art. 17

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 16 peuvent, dans l'exercice de leur mission,

1. Pénétrer librement à toute heure du jour ou de la nuit dans tous établissements, parties d'établissements, locaux ou autres lieux de travail où se trouvent des travailleurs, des employeurs ou des travailleurs indépendants en vue d'accomplir des prestations de travail ainsi que dans tous les lieux où sont vendus des produits à base de tabac et dans les restaurants;

2. Recueillir toutes informations qu'ils jugent utiles pour s'assurer du respect effectif des dispositions légales et réglementaires;

3. Ordonner que les avis soient affichés conformément aux dispositions de la présente loi.

HOOFDSTUK III

Informatie en rapportering

Art. 13

De Minister die bevoegd is voor de Volksgezondheid, neemt maatregelen opdat de jongeren tot en met 18 jaar ten minste eenmaal per jaar ingelicht zouden worden over de schadelijke gevolgen van het roken.

Art. 14

De Minister die bevoegd is voor de Volksgezondheid, organiseert in samenwerking met de R.T.B.F. en de B.R.T., jaarlijks een informatiedag over de schadelijke gevolgen van het roken.

Art. 15

Om de twee jaar brengen de in artikel 13 en 14 vermelde Ministers schriftelijk verslag uit bij het Parlement over de wijze waarop de bepalingen van deze wet nageleefd worden, elk wat zijn bevoegdheid betreft.

HOOFDSTUK IV

Toezicht

Art. 16

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie houden de daartoe aangewezen ambtenaren en beambten toezicht op de uitvoering van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 17

De in artikel 16 bedoelde ambtenaren en beambten mogen bij de uitoefening van hun opdracht

1. Op elk uur van de dag of van de nacht vrij binnentreden in alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, lokalen of andere werkplaatsen waar werknemers, werkgevers of zelfstandigen aanwezig zijn met het oog op het verrichten van arbeid, plaatsen waar tabaksprodukten verkocht worden en restaurants;

2. Al de inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om er zich van te vergewissen dat de wets- en reglementaire bepalingen werkelijk worden nageleefd;

3. Gelasten de berichten overeenkomstig de bepalingen van deze wet aan te plakken.

Art. 18

Les fonctionnaires et agents visés à l'article 16 ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle et de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

A peine de nullité, une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les sept jours de la constatation de l'infraction.

CHAPITRE V

Des sanctions pénales

Art. 19

Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punies d'une amende de 50 000 francs les personnes qui ne respectent pas le prescrit de l'article 3; d'une amende de 26 à 500 francs, les personnes qui ne respectent pas les dispositions des articles 4, 5, § 1^{er}, et 7 et font obstacle à la surveillance organisée par la présente loi.

Art. 20

En cas de récidive dans l'année d'une précédente condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 21

L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes infligées à ses préposés ou mandataires.

Art. 22

Toutes les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, y compris l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 23

L'action publique du chef d'infraction aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution se prescrit par trois ans à dater du fait dont elle est issue.

CHAPITRE VI

Disposition transitoire

Art. 24

Les articles 4, 5, 7, 9 et 11 entrent en vigueur six mois après la publication au *Moniteur belge*.

Art. 18

De in artikel 16 bedoelde ambtenaren en beampten hebben het recht waarschuwingen te geven, voor de overtreder een termijn te bepalen om in orde te zijn en processen-verbaal op te maken die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel.

Op straffe van nietigheid moet aan de overtreder, binnen zeven dagen na de vaststelling van de overtreding, een afschrift van het proces-verbaal worden betekend.

HOOFDSTUK V

Strafbepalingen

Art. 19

Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met geldboete van 50 000 frank, de personen die de bepaling van artikel 3 niet naleven; met geldboete van 26 tot 500 frank, de personen die de bepalingen van de artikelen 4, 5, § 1, en 7 niet naleven en het krachtens deze wet georganiseerde toezicht verhinderen.

Art. 20

Bij herhaling binnen één jaar na een vorige veroordeling kan de straf het dubbel van het maximum bedragen.

Art. 21

De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

Art. 22

Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

Art. 23

De publieke rechtsvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en van hun uitvoeringsbesluiten verjaart na verloop van drie jaren na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

HOOFDSTUK VI

Overgangsbepaling

Art. 24

De artikelen 4, 5, 7, 9 en 11 treden in werking zes maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

R. BLANPAIN.
R. VAN HOOLAND.

ANNEXE

Signal d'interdiction de fumer

BIJLAGE

Rookverbodsteken



Le signal d'interdiction de fumer ci-dessus a un diamètre de 9 cm au moins et est réalisé dans les couleurs suivantes :

- fond : blanc;
- dessin de la cigarette : noir;
- bord et bande transversale : rouge.

Vu pour être annexé à la loi du ...

Dit rookverbodsteken heeft een diameter van ten minste 9 cm en wordt uitgevoerd in de volgende kleuren :

- grond : wit;
- afbeelding sigaret : zwart;
- rand en dwarsbalk : rood.

Gezien om te worden gevoegd bij de wet van ...